

Tarif des douanes

J'ai dit que le gouvernement accordait la priorité aux programmes de soins dentaires et d'aide aux handicapés. J'apprécie l'appui témoigné par les députés d'en face au cours de la deuxième lecture et en comité. Je voulais répondre aux inquiétudes soulevées par l'opposition officielle et le Nouveau parti démocratique. Comme ils ont soutenu le bill jusqu'ici, je trouve encourageant d'entendre le leader parlementaire du parti conservateur dire que son parti continuera à l'appuyer.

M. Nielsen: Monsieur l'Orateur, nous assistons à un spectacle des plus étonnant. Le ministre qui parraine ce projet de loi fait tout ce qu'il peut pour empêcher son adoption. On nous a maintes fois assuré que la mesure législative était urgente et que le gouvernement souhaitait la voir adoptée. Si le gouvernement tient vraiment à cette mesure, qu'il la mette aux voix!

● (1710)

Des voix: Le vote!

L'Orateur suppléant (M. Blaker): Ce n'est pas la première fois que le député du Yukon fait valoir cet argument (M. Nielsen).

M. Nielsen: Non, et ce n'est pas la dernière non plus.

L'Orateur suppléant (M. Blaker): Il est douteux que cette question de Règlement soit fondée.

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, je voudrais dire quelques mots au cours du débat de troisième lecture du projet de loi à cause de l'importance de la question.

J'encourage le gouvernement à ne pas se contenter de rafistoler notre politique commerciale et nos tarifs douaniers. La question du commerce est l'une des plus importantes dont nous puissions discuter. Ainsi, le commerce compte pour quelque 30 p. 100 du produit national brut du Canada et la vie de bien des gens dépend du fait que nous sommes une nation commerçante.

Toutefois, nous sommes aux prises avec des problèmes structurels terriblement difficiles en ce qui concerne le commerce. Le principal de ces problèmes découle du fait que nous avons tendance à exporter la plupart de nos matières premières et de nos ressources naturelles sans les avoir raffinées et traitées. Nous avons tendance à importer une quantité énorme de produits entièrement manufacturés. Nous savons tous que nous créons plus d'emplois en fabriquant des produits qu'en exportant des matières premières. Nous voyons aussi que cette tendance s'accroît. En 1970, nous accusions un déficit de quelque deux milliards et demi de dollars pour les produits manufacturés. Ce déficit est passé à 17.8 milliards en 1980 et à 21 milliards en 1981, et il pourrait être encore plus élevé en 1982. C'est là une tendance que le gouvernement devra enrayer.

En tant que pays, nous devons nous attaquer au problème d'une économie qui se dégrade et au fait que de nombreuses industries ne sont plus concurrentielles au plan des coûts sur le marché international. Certaines de ces industries sont situées dans des régions où sévit le chômage, et nous devons les restructurer et veiller à ce qu'elles deviennent plus concurrentielles, innovatrices et perfectionnées du point de vue technologique, afin de pouvoir soutenir la concurrence internationale et fournir des emplois aux Canadiens. Le gouvernement ne semble pas avoir de stratégie économique ou industrielle nationale,

même si le premier ministre (M. Trudeau) nous en a promis une lors de maintes reprises pendant la campagne électorale de 1980.

Je trouve aussi très curieux que, même si nous avons un excédent commercial au titre des marchandises tous les ans, nous accusons ordinairement un déficit ou, au mieux, un petit excédent à notre compte courant. Cela vient de ce que notre balance des paiements est déficitaire. L'année dernière, à ce qu'on me dit, le déficit de notre balance des paiements était d'environ neuf milliards ou 12 milliards de dollars. Nous avons un tel déficit parce que, comme nous comptons beaucoup sur l'investissement étranger et qu'une grande part de notre économie appartient à des étrangers, nous exportons énormément de capitaux sous forme de dividendes et de bénéfices versés aux actionnaires aux États-Unis et ailleurs. En outre, les touristes et autres voyageurs canadiens dépensent de l'argent à l'étranger.

J'affirme donc que nous devons restructurer et moderniser nos industries à l'avenir et devenir plus concurrentiels à l'échelle internationale. Nous devons, d'autre part, canadieniser nos industries pour garantir qu'elles nous appartiennent vraiment, comme d'autres pays l'ont fait, notamment les pays d'Europe, le Japon et même les États-Unis d'Amérique, qui ont commencé à le faire il y a 100 ans. Un rapport publié récemment par Statistique Canada révèle que les filiales de sociétés multinationales étrangères ont tendance à importer près de cinq fois plus de produits dans le secteur manufacturier que les usines qui appartiennent à des Canadiens. Cela montre à quel point la mainmise étrangère coûte cher à notre économie, puisque nous avons tendance à exporter plutôt qu'à importer des emplois. L'exportation nette de capitaux risque de devenir un problème très grave. Bon nombre d'investisseurs étrangers se servent tout d'abord de fonds canadiens, de l'argent investi dans des caisses de pension et de prêts consentis par des banques canadiennes pour s'établir.

Il me semble que nous ne faisons que bricoler lorsque nous discutons de droits de douane, de tarifs et de bon nombre des dispositions du bill à l'étude. Certaines de ces dispositions sont bonnes et d'autres non. Je pense que le moment est venu pour les parlementaires de dire qu'il faut diversifier notre commerce et commencer à fabriquer nos propres produits et à traiter nos propres matières premières beaucoup plus que nous ne le faisons maintenant. Nous devons prendre certaines initiatives en ce sens si nous voulons assurer la prospérité de notre pays et garantir des traitements et des revenus convenables aux Canadiens.

Je suis inquiet moi aussi de voir bon nombre de pays du monde commencer à adopter des mesures protectionnistes, car je crains que cette tendance n'aille trop loin. Cela m'inquiète de voir ce que le gouvernement Reagan est en train de faire aux États-Unis. Il est très important de maintenir l'équilibre entre le libre-échange absolu d'une part, et un système trop protectionniste, de l'autre. Nous devons avoir pour politique de favoriser le commerce de façon équitable au Canada. Si nous revenons aux principes des années 30, alors que le protectionnisme, les représailles et les guerres commerciales battaient leur plein, cela pourrait éventuellement dégénérer en vraie guerre et le monde entier en souffrirait.